

Unité départementale du Rhône
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

lyon, le 08/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOLYAP

ZI La pontchonnière
164 ROUTE DES EGLANTIER
69210 SAVIGNY

Références : UD-R-CTESSP-22-132-FV

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2022 dans l'établissement SOLYAP implanté ZI La pontchonnière 164 ROUTE DES EGLANTIER 69210 SAVIGNY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SOLYAP a repris en 2004 l'unité de traitement de surface SIAP 1, sur la commune de Savigny. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2005 modifié le 18 novembre 2021.

Le rapport de l'Inspection du 21 octobre 2021 indique qu'il n'est pas nécessaire pour l'exploitant de réaliser une étude technico-économique RSDE. L'établissement n'est donc plus considéré comme prioritaire au sens de la note du 24/11/16.

Un porter à connaissance des modifications du site a été transmis à l'Inspection en août 2021. Des demandes de compléments ont été adressées à l'exploitant par courrier du 20 octobre 2021.

D'autre part, à la suite de l'inspection 21 septembre 2021, le préfet a mis en demeure l'exploitant de respecter certaines dispositions réglementaires (AP du 18/11/21).

L'objet de l'inspection est notamment de vérifier le respect de la mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLYAP
- ZI La pontchonnière 164 ROUTE DES EGLANTIER 69210 SAVIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0010600379

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les activités exercées par SOLYAP sont l'application de peintures poudres avec traitement de surface préalable pour différents domaines d'activité (automobile, ferroviaire, mobilier urbain, etc.).

L'établissement dispose de trois cabines de peintures poudre, de 2 cabines de grenaillage et de 2 chaînes de traitement de surface :

- une chaîne par aspersion (TTS)
- une chaîne par immersion (SLETI)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau
- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Hors fiche de constat : L'exploitant a présenté en séance un complément à son porter à connaissance d'août 2020 en réponse aux demandes de l'Inspection (courrier de 20 octobre 2021). Aucune modification des prescriptions de l'arrêté d'autorisation de 2005 n'est demandée.

Les modifications par rapport à la situation autorisée en 2005 concernent essentiellement :

- une diminution du volume des bains de traitement (21 150L au lieu de 23450L);
- une diminution de la quantité de peinture maximale appliquée (172kg/j au lieu de 180 kg/j);
- l'ajout d'une grenailleuse (déjà déclarée en 2020, 33 kW en tout).

L'utilisation d'un four de traitement thermique soumis à autorisation (rubrique 2566) est rappelée. Sa présence était déjà décrite dans le dossier de demande d'autorisation de 2004.

L'Inspection considère que l'exploitant bénéficie des droits acquis pour l'exploitation de la rubrique 2566 et que les modifications apportées depuis 2005 ne constituent pas de modification substantielle.

L'exploitant doit respecter la réglementation applicable pour son établissement, notamment son arrêté d'autorisation, les arrêtés ministériels du 2 février 1998 et du 4 octobre 2010 ainsi que les dispositions des arrêtés suivants sous réserve qu'elles ne soient pas contraires à ce qui est indiqué dans l'arrêté d'autorisation :

- Arrêté du 26/09/85 relatif aux ateliers de traitement de surface (rubrique n°2566)
- Arrêté du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- Arrêté du 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : " Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage ";
- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

Les inspections ultérieures auront notamment pour objet de vérifier la conformité du dossier déposé à la réglementation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Captage émissions atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 18/11/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion des eaux résiduaires	AP Complémentaire du 18/11/2021, article 2 ou 3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Analyses des émissions atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 1	/	Sans observation
Alarme points bas	AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 1	/	Sans observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été noté que l'exploitant a satisfait aux termes de tous les points de la mise en demeure du 18 novembre 2021. **La mise en demeure peut être levée.**

Cette visite d'inspection a également permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Captage émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Captage émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : La société SOLYAP [...] est mise en demeure de capter les émissions atmosphériques des bains de la ligne de traitement de surface SLETI conformément à l'article 36 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : L'exploitant a présenté une facture pour un moteur du 28 mars 2022 ainsi qu'une facture pour un montage du 24 mai 2022. L'Inspection a constaté des travaux récents sur la tuyauterie au-dessus du bain de dégraissage de la ligne SLETI. Les bains de dérochage et de conversion de la ligne ne sont en revanche pas équipés de système d'aspiration. L'arrêté d'autorisation (article 3.1.6.1) prescrit notamment que les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains seront captées au mieux.
Type de suites proposées : Avec suites administratives
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale Demande : L'Inspection considère que l'exploitant a répondu au premier point de la mise en demeure. Elle demande cependant à l'exploitant d'étudier la possibilité technico-économique de capter des émissions atmosphériques de l'ensemble des bains de traitement sous 6 mois.

Nom du point de contrôle : Analyses des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : La société SOLYAP [...] est mise en demeure de procéder aux analyses des émissions atmosphériques conformément à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 susvisé dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection après la visite un bon de commande pour des analyses sur deux points de rejets datant du 6 juin 2022 (intervention prévue en septembre 2022). D'après l'exploitant, il s'agit des points de rejets des aspirations des lignes de traitement de surface dont celle de la ligne SLETI et les paramètres analysés correspondent à ceux spécifiés par l'arrêté de 2005.
Type de suites proposées : Sans suite administrative et sans aucune demande
Proposition de suites : Sans objet L'Inspection considère que l'exploitant a répondu au troisième point de la mise en demeure en faisant analyser les émissions atmosphériques canalisées de la ligne SLETI.

Nom du point de contrôle : Alarme points bas

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme points bas
Prescription contrôlée : La société SOLYAP [...] est mise en demeure de mettre en place des déclencheurs d'alarme en point bas dans ses rétentions de lignes de traitement de surface conformément à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'Inspection a constaté la présence de deux systèmes d'alarme sonore en cas de présence de liquide dans la rétention. Le détecteur de la ligne par aspersion (TTS) a été testé à l'aide d'un verre d'eau. Le test a montré qu'il fonctionnait.
Type de suites proposées : Sans suite et sans aucune demande
Proposition de suites : Sans objet L'Inspection considère que l'exploitant a répondu au deuxième point de la mise en demeure.

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : La société SOLYAP [...] doit décider du mode de gestion de ses rejets aqueux industriels et informer l'inspection pour le 31 décembre 2021.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection un planning de modification de la gestion de ses rejets aqueux. L'exploitant indique avoir besoin encore de temps pour évaluer les volumes rejetés et les coûts de traitement. Il explique le retard par rapport au délai prescrit (31 décembre 2021) par des contraintes liées à la situation de son entreprise (disponibilité de la main d'oeuvre notamment) ainsi que d'un besoin de temps pour évaluer les volumes à traiter et un coût non négligeable à budgéter (environ 200€/m3 à évacuer). Il indique qu'il réalisera un test de gestion de ces rejets en fermant les réseaux d'évacuation vers l'extérieur du site (vers le réseau communal et vers la station d'épuration de SIAP) en décembre 2022. Il s'oriente vers un stockage temporaire de ses rejets puis une évacuation en tant que déchets. L'Inspection a constaté la présence d'adaptation sur le réseau interne des eaux résiduaires (ajout d'une vanne) et la remise en service d'une cuve permettant de stocker les rejets aqueux issus des bains de traitement de la ligne SLETI. Dans l'attente de la nouvelle gestion, les rejets des bains de traitements sont dirigés vers la station d'épuration de SIAP et les rejets d'eaux de rinçage sont envoyés au réseau communal. L'exploitant indique que le gestionnaire du réseau a participé à la conception de la gestion des rejets aqueux de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites administratives
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale <u>Demande</u> : L'Inspection considère que le choix de la gestion des rejets aqueux est en cours de validation et propose pour le moment de ne pas mettre en demeure l'exploitant sur ce point. L'exploitant devra finaliser son choix sous 6 mois.

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2021, article 2 ou 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux résiduaires
<p>Prescription contrôlée : Dans l'hypothèse où la société SOLYAP décide de continuer de rejeter ses effluents aqueux dans le réseau, elle doit transmettre à l'inspection des installations classées un planning de mise en conformité pour le 31 janvier 2022 avec pour objectif une mise en conformité pour le 31 août 2022.</p> <p>La mise en conformité consiste en : la régularisation de la situation vis-à-vis du gestionnaire de réseau avec l'obtention d'une autorisation de déversement ; la mise en place de points de prélèvements adaptés ; la mise en place d'une surveillance des rejets aqueux.</p> <p>OU</p> <p>Article 3 Dans l'hypothèse où la société SOLYAP décide d'évacuer ses effluents aqueux en tant que déchet, elle doit mettre en place de façon pérenne l'évacuation pour le 31 août 2022.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection pour le 31 janvier 2022 des moyens qu'elle met en place pour : récupérer les effluents notamment les systèmes de pompage ; stocker les effluents dans l'attente de l'évacuation en déchet.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique qu'il pourra mettre en place son nouveau mode de gestion seulement à partir de juin 2023. Comme indiqué au constat précédent, l'exploitant explique cet écart par rapport au délai prescrit (31 août 2022) par des contraintes liées à la situation de son entreprise (disponibilité de la main d'oeuvre notamment), d'un besoin de temps pour évaluer les volumes à traiter et un coût non négligeable à budgéter (environ 200€/m3 à évacuer).</p>
Type de suites proposées : Avec suites administratives
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p><u>Demande :</u> Au vu du contexte économique (difficulté de trouver de la main d'oeuvre notamment), l'Inspection demande à l'exploitant de l'informer sous 6 mois des moyens qu'il met en place pour assurer la nouvelle gestion de ses rejets aqueux. Elle demande également qu'il mette en place sous 12 mois de façon pérenne le nouveau mode de gestion de ses rejets aqueux. Dans l'attente, une surveillance des rejets industriels doit être réalisée conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation et dans les délais indiqués (en sortie de la STEP de SIAP, cf annexe 4 de l'AP du 26/10/05) .</p>